

Pas de sécurité sans Union politique européenne

PAR DUSAN SIDJANSKI



L'ATTAQUE SANGLANTE au cœur de Paris et de l'Europe a provoqué un renversement de perspective et des priorités. Le politique a pris la place du tout économique. Dorénavant, la survie et la sécurité occupent le haut de l'échelle. La crise économique s'est transformée en crise existentielle sous les agressions de terroristes islamistes. L'Europe – et son union inachevée – est la principale cible du nébuleux terrorisme de Daech. Il est temps pour les Européens de prendre conscience des menaces qui pèsent sur eux et qui s'accumulent: crise économique suivie du tsunami des migrants qui font le lit des mouvements extrémistes et populistes, le tout couronné par les agressions terroristes.

Ce cumul de menaces vise l'essence d'une communauté politique, la sécurité des Européens et la survie même de notre civilisation en diabolisant nos valeurs et notre mode de vie. Aucun pays européen n'est sûr d'être épargné. En témoignent les réseaux de terroristes qui assurent la préparation, les actions meurtrières par-dessus les frontières poreuses ainsi que le recrutement des kamikazes sur internet. La veille de l'attaque à Paris, les polices européennes, en coopération avec Eurojust, ont capturé sept terroristes en Italie, quatre en Grande-Bretagne, trois en Norvège et un en Finlande.

L'UE a accordé à l'unanimité l'aide à la demande de la France. Quant à l'Allemagne et au Royaume-Uni, ils se sont engagés à ses côtés. D'autres instruments existent. L'Union a le pouvoir de donner mandat à un ou plusieurs Etats membres au titre d'intervention externe; en outre, un noyau de neuf membres au minimum peut assurer la sécurité. De plus, l'Union devrait utiliser pleinement la coopération des services judiciaires, de police, d'intelligence et d'information, en attendant la création d'un parquet européen et d'agences spécialisées. Car l'Union est prise dans une guerre sans frontières qui exige des actions diverses: une résolution a été adoptée par le Conseil de sécurité à la demande de la France, selon la stratégie définie par le président Hollande qui, dans le même esprit, a œuvré à la formation d'une «coalition

unique» par le trio Etats-Unis-France-Russie. Sa mission est de rétablir la paix en Syrie et de faire entendre la voix du peuple. C'est le revirement de la politique du gouvernement français et le retour de la Russie aux côtés de l'UE. En abattant l'avion russe la veille des entretiens, la Turquie a mis un frein à cet ambitieux projet en le réduisant à la simple coordination! A son tour, la Russie l'accuse du trafic de pétrole au profit de Daech.

Afin d'assurer dans la durée une politique cohérente de l'UE, il est urgent de l'inscrire dans un cadre institutionnel en recourant à la «coopération renforcée». En effet, le traité prévoit la formation d'avant-garde, démarche qui servirait de prélude à la création d'un noyau d'Union politique. Ainsi formé, le noyau dynamique permet d'assurer le contrôle des forces de sécurité et de leur utilisation par un pouvoir politique selon

le principe démocratique. Une riposte efficace exige de bombardier des centres militaires et pétroliers de Daech, de couper des sources financières fournies par la Turquie et des pays de la région; de contrer l'idéologie islamiste et le dévoiement de jeunes djihadistes et kamikazes. Ce faisceau d'actions requiert une autorité politique capable de mettre en œuvre une stratégie et une action communes.

«Ces actions exigent une institution démocratique fondée sur le partage de souverainetés»

Courage, solidarité et engagement

L'agression au cœur de l'Europe inaugure une ère d'insécurité destinée à ébranler, voire à détruire notre civilisation. La défense de notre héritage culturel requiert un courage politique, une solidarité et l'engagement des Européens. En première ligne, la France et l'Allemagne en association avec le Royaume-Uni et l'Italie, appelés à former un noyau puissant au sein de l'Union. La mobilisation et l'action à long terme exigent une institution démocratique fondée sur le partage de souverainetés. Aujourd'hui, c'est la survie de notre civilisation qui impose la mise en commun des ressources et des forces au sein d'une Union politique européenne.

Dusan Sidjanski, ancien conseiller de Manuel Barroso à la Commission européenne, est le fondateur de Sciences Po à Genève. Il est par ailleurs membre du conseil de la Fondation Latsis.